



REÇU LE  
24 JUL. 2024  
DDTM 76/Urbanisme  
Pôle de DIEPPE

**PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME**

Direction départementale des  
territoires et de la mer

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE  
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDTM 76/SCAU/BAC

Dossier suivi par :  
Stéphane HENRY

**SCDA**

Tél. : 02 76 78 32 40

**Réunion du mardi 16 juillet 2024**

stephane.henry@seine-maritime.-  
gouv.fr

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX  
PERSONNES HANDICAPEES**

**Procès verbal de la réunion**

**Textes de référence**

Code de la construction et de l'habitation,  
Arrêté du 8 décembre 2014 modifié ;  
Arrêté du 15 décembre 2014 ;  
Arrêté du 27 avril 2015 ;  
Arrêté du 20 avril 2017 ;

**DOSSIER N° AT 076 341 24 H 0003**

N° urbanisme : PC 076 341 23 C 0004 01

**Commune : HARFLEUR**

**Demandeur : M VITTECOQ Pascal**

Adresse du demandeur : 29 Avenue Pierre Mendès France 76290 MONTIVILLIERS

**Nom établissement : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE - HOPITAL JACQUES MONOD**

Adresse des travaux : 29 Avenue Pierre Mendès France 76700 HARFLEUR

Type : U Etablissements de soins / Catégorie ERP : 3

**Nature des travaux :**

**Rehaussement des côtes altimétriques de la construction neuve**

**Demande de dérogation : non**

**Membres permanents de la commission présents :**

MAUBRY Sébastien, Président de la Commission, représentant M. le Préfet  
Mme BELLONCLE Isabelle, Représentante du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer  
M LECAUDE Michel, Représentant d'association de personnes handicapées, APAJH, mandat de l'association des chiens guides d'aveugles (Mme AUBE Martine),  
Mme GRANCHER Claudine, Représentant d'association de personnes handicapées, association française des fibromyalgiques et douleurs chroniques  
Mme GEULIN Isabelle, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public, association des maires

**MOTIVATION**

**- sur l'autorisation : Favorable**

\*\*\*\*\*

**AVIS DE LA COMMISSION**

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet.

Une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux établie dans le cadre du permis de construire, accompagnée de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité devra être adressée à la DDTM - bureau de l'Accessibilité et de la Construction, 2 rue st Sever, 76032 Rouen Cedex. Ou l'adresse mail : [ddtm-scau-bac@seine-maritime.gouv.fr](mailto:ddtm-scau-bac@seine-maritime.gouv.fr)

A LE HAVRE, le mardi 16 juillet 2024

Pour le Préfet

Le président de la commission

  
Sébastien AUBRY

REÇU LE

24 JUL. 2024

DDTM 76/Urbanisme  
Pôle de DIEPPE

**CONSIGNES POUR LA TRANSMISSION DE :**  
**l'attestation de prise en considération des règles d'accessibilité d'un**  
**ERP de 1ère à 4ème catégorie**

Pour les ERP de 1ère, 2e, 3e et 4e catégorie, il n'est pas possible de réaliser une attestation sur l'honneur.

L'attestation doit être obligatoirement établie par :

- un **contrôleur technique** titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments
- ou
- un **architecte** au sens de l'article 2 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Cette attestation d'accessibilité doit a minima mentionner :

- le numéro de l'autorisation de travaux
- la date d'approbation de l'AT ;
- la bonne exécution des travaux prévus dans l'AT ;
- la notification de l'éventuelle dérogation approuvée ;
- la date d'achèvement des travaux prenant en compte les règles d'accessibilité prévus dans l'AT

Cette attestation doit en outre indiquer que l'intégralité de l'établissement répond à ce jour aux règles d'accessibilité.

Toute attestation qui ne comportera pas les éléments sus-mentionnés ne sera pas recevable.

**Cette attestation est à adresser :**

- **Original** à la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM de la Seine-Maritime – Bureau de l'Accessibilité - Cité administrative – 2 rue Saint Sever - BP 76001 – 76032 ROUEN CEDEX)
- **Copie** à la mairie de la commune d'implantation de l'ERP

**Références législatives et réglementaires :**

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

